



Mark Edwards/Still Pictures

développement rural, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Bien sûr, alors que près de la moitié de la population mondiale vit encore avec moins de deux dollars par jour et plus d'un milliard de personnes avec moins d'un dollar, la planète est également confrontée à de redoutables défis en termes de pauvreté. Le développement de micro-entreprises peut grandement aider les pauvres – ceux que C. K. Prahalad appelle le «bas de la pyramide» – à s'en sortir eux-mêmes, par la création d'emplois et de revenus.

Plus haut dans la pyramide, les petites et moyennes entreprises (PME) sont elles aussi vitales pour le développement, mais elles éprouvent souvent d'énormes difficultés à se procurer le capital dont elles ont besoin. Pour elles, les prêts sont difficiles à obtenir et, lorsqu'ils sont à court terme, ils sont sans utilité si c'est de capital à plus long terme, notamment de prêts, sous la forme de prises de participation ou de prêts à longue échéance, qu'elles ont besoin. Dans la plupart des pays en développement, le capital-risque fait défaut.

### D'énormes ressources

Evidemment, le combat contre la pauvreté dépasse le problème des contraintes financières des entreprises. Des progrès sont encore nécessaires pour assurer durablement une bonne gestion macro-économique – politiques fiscales, monétaires, commerciales et taux de change. Les pays ont encore beaucoup à faire pour que la création d'entreprises et d'emplois se fasse dans un environnement propice à la croissance et à l'innovation. Et il faudra nécessairement aborder toutes les problématiques pertinentes : éducation, infrastructures, Etat de droit, sécurité et fiscalité.

La victoire sur ces fronts-là ne viendra pas du jour au lendemain, que l'on constate des signes d'amélioration dans de nombreux pays. Ainsi, parallèlement au dur labeur du développement et des réformes politiques, il est tout aussi essentiel de rechercher comment attirer davantage de capitaux, et en particulier une plus grosse partie des énormes ressources du secteur privé, vers des investissements potentiellement rentables dans les pays en développement.

Les techniques qu'on explore actuellement - y compris la titrisation d'actifs et l'amélioration de la cote de crédit – ne sont pas des notions abstraites, mais des instruments concrets qui ont déjà fait leurs preuves à grande échelle aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Il faut maintenant essayer de les appliquer à davantage de pays et de types d'investissement pour contribuer à atteindre des objectifs en termes de développement et d'environnement. C'est une démarche de ce type que propose la Coalition pour l'énergie du futur sous l'appellation « Obligations planétaires pour le développement » (OPD).

En Inde, des entrepreneurs locaux voient la possibilité d'améliorer le système d'approvisionnement en eau, ce qui bénéficierait à la fois aux agriculteurs et aux citadins. D'autres groupes, en d'autres lieux, voient des possibilités similaires en termes de routes, d'électricité, de logement, etc. Mais ces projets ne peuvent voir le jour faute de financement, soit que les banques locales ne disposent pas du capital nécessaire, soit qu'elles ne sont pas à même d'assumer les risques inhérents à ce type de projets.

### La pression sociale

Pourtant, supposons qu'une institution financière internationale privée, située à New York ou à Londres, par exemple, soit disposée à fournir une grande partie du financement nécessaire aux institutions locales et qu'elle en soit capable. Ces institutions locales pourraient, à leur tour, prêter aux promoteurs du projet, ce qui stimulerait le développement durable et la croissance économique.

Cette institution mondiale peut intervenir parce qu'elle a mobilisé des fonds en émettant des OPD. Ces obligations – qui ►

## Des obligations

### *planétaires contre la pauvreté*

**DAVID DE FERRANTI** présente une nouvelle proposition visant à mobiliser des financements pour combattre les changements climatiques et réduire la pauvreté dans les pays en développement

Il n'existe pas de solution miracle aux problèmes d'envergure mondiale que sont l'ampleur de la pauvreté et la menace des changements climatiques. L'expérience montre que, pour obtenir une amélioration, il faut lutter sur plusieurs fronts. Une nouvelle initiative, les Obligations planétaires pour le développement (OPD), visant à mobiliser le monde de la finance et tirer parti de ses ressources, retient actuellement l'attention.

Pour combattre les changements climatiques, il faudra rompre la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles pour passer à de nouveaux systèmes beaucoup plus efficaces fondés principalement sur les énergies propres. Pour y parvenir, un investissement en capital se chiffrant à des milliards de milliards de dollars sera nécessaire, qui pourra à son tour servir de catalyseur au développement économique et à la création d'emplois. La Coalition pour l'énergie du futur, initiative des pouvoirs publics américains affiliée à la Fondation des Nations Unies, s'efforce par exemple de promouvoir l'utilisation de biocarburants pour le transport. Ces derniers pourraient réduire les risques d'insécurité, contribuer à l'équilibre des balances commerciales et stimuler le

soutiennent le financement d'un portefeuille hautement diversifié de projets issus du secteur privé – sont partiellement garanties par des entités qui ont la confiance des investisseurs et des agences de cotation qu'ils consultent. Un tel système de soutien réduit les risques et rend les obligations plus attractives. En outre, les OPD organisent le risque encouru de telle sorte que des investisseurs institutionnels plus conservateurs, comme les caisses de pension, puissent prendre la part la moins risquée de l'investissement – tandis que d'autres prennent la plus risquée et reçoivent donc des compensations plus élevées.

Il faudrait que les mécanismes de soutien aux OPD soient suffisamment significatifs pour faire avancer les choses. Il faudrait se protéger, entre autres types de risques, contre les fluctuations monétaires, les changements et revirement politiques, les réformes de la réglementation, ou les pressions sociales. (Les risques spécifiques à l'activité envisagée seraient gérés de façon conventionnelle).

La créativité de l'ingénierie financière au sein du secteur privé peut gérer une partie de cette amélioration de la cote des crédits, mais il se peut qu'un soutien public soit aussi nécessaire. Aux Etats-Unis, par exemple, le plus simple serait de permettre un soutien accru de l'Overseas Private Investment Corporation. D'autres mesures, de plus grande envergure, pourraient consister en la création d'une entité associant les secteurs privé et public afin de contribuer à garantir les OPD, et/ou en un soutien accru provenant de mécanismes spécifiques ou d'entités garanties par l'Etat.

### Le développement durable

Les concepteurs de l'idée font remarquer qu'un premier pas, même modeste, pourrait accroître significativement les flux financiers en direction des pays en développement. Plus de 19 000 milliards de dollars sont investis chaque année dans la Bourse aux Etats-Unis, soit 270 fois plus que les quelque 70 milliards de dollars fournis chaque année aux pays en développement au titre de l'Aide publique au développement. Si on réorientait seulement quelques dixièmes de pourcent de ce

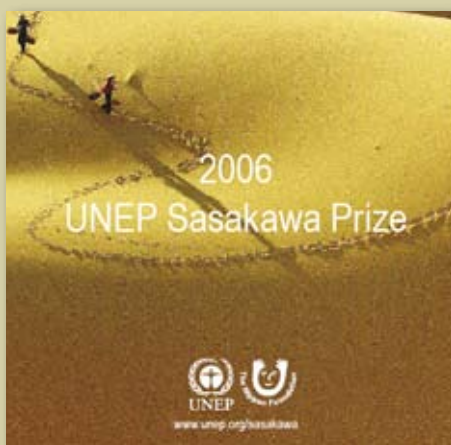
montant vers l'investissement dans les pays en développement, le total pourrait être supérieur ou égal au montant de l'aide. En outre, l'atténuation du risque permettant à de grands investisseurs institutionnels de participer serait susceptible d'avoir un énorme impact. Les caisses de pension américaines atteignent à elles seules un montant de 7 800 milliards de dollars en 2004, les actifs des compagnies d'assurance-vie aux Etats-Unis s'élèvent à 4 200 milliards de dollars. Les investisseurs ont un appétit considérable pour les projets à risque modéré liés au développement durable.

Des recherches plus approfondies doivent encore être effectuées pour déterminer la faisabilité des OPD et la forme exacte qu'elles devraient prendre. Parmi ceux qui se penchent sérieusement sur ces questions, on trouve des spécialistes ayant une expérience considérable des marchés financiers et d'autres davantage versés dans les problèmes de développement et de politique. Il existe déjà des termes de référence qui décrivent le fonctionnement du concept et sa structure organisationnelle. On étudie actuellement ses implications potentielles en termes de politiques.

Ces recherches peuvent sembler ambitieuses. Mais les OPD, étant une initiative menée par le secteur privé, sont politiquement attrayantes et elles ne requerraient – si toutefois besoin était – qu'une fraction des allocations budgétaires prévues au titre de l'aide conventionnelle. Par le passé, des innovations financières de premier ordre, y compris la mise en place des marchés municipaux d'obligations aux Etats-Unis, ont aussi pu paraître ambitieuses. Lorsque l'émergence de nouveaux produits et marchés financiers est bloquée par des obstacles comme le manque d'informations, il faut quelquefois abattre ces obstacles pour amorcer le processus. Les OPD peuvent favoriser l'augmentation des flux de capitaux privés vers les pays en développement, et donc aider à atteindre des objectifs cruciaux pour lutter contre la pauvreté et relever les défis environnementaux ■

*David de Ferranti, membre éminent de la Fondation des Nations Unies, était auparavant Vice-Président de la Banque mondiale*

## Le Prix Sasakawa du PNUE



**A**près avoir permis de reconnaître et de récompenser pendant deux décennies des initiatives environnementales importantes tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, la conception du Prix Sasakawa du PNUE a été modifiée. Cette nouvelle phase fait suite à une évaluation du PNUE et de la Fondation Nippon, sponsors du Prix.

Au lieu d'être une récompense pour des réalisations passées, le Prix servira à "encourager" des idées et des initiatives écologiques innovantes, reproductibles et – ce qui est plus important encore – durables à long terme. Les candidatures pour le Prix de 200 000 dollars seront présentées chaque année sur la base du thème choisi pour les célébrations annuelles de la Journée mondiale de l'environnement des Nations Unies qui, en 2006, sera "déserts et désertification".

Le Comité de sélection – qui comprend deux experts en matière d'environnement et un ancien lauréat du Prix Sasakawa, réélus chaque année, plus un représentant du PNUE et un de la Fondation Nippon – établira une liste de cinq candidats qui sera diffusée lors de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin, et examinée par le Jury du Prix Sasakawa du PNUE.

Le Jury, composé de deux membres permanents – le Directeur exécutif du PNUE et le Président de la Fondation Nippon – et de trois personnalités internationalement connues et respectées pour leurs qualifications en matière d'environnement, choisira un seul gagnant dont le nom sera annoncé publiquement lors de la cérémonie de remise du Prix Sasakawa du PNUE qui aura lieu chaque année au planétarium du Musée d'Histoire naturelle à New York ■